

DEKRA Industrial SAS
AGENCE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
Immeuble ASTEROPOLIS
ZI les 3 moulins - Rue GOA
06600 ANTIBES
Tel : 04.91.87.63.16

Maître d'ouvrage :
UNIVERSITE DE TOULON - DPVRH
Cs60584 Avenue de L Université
83130 LA GARDE



UNIVERSITE DE TOULON Bâtiment PI - Aménagement d'un espace de vie

Ouvrage(s) : | Espace de vie bâtiment Pi

Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Dossier de consultation des entreprises

Maître d'Ouvrage :	UNIVERSITE DE TOULON - DPVRH Cs60584 Avenue de L Université 83130 LA GARDE
Mission concernée :	Av, Hand, LE, LP*, PS, SEI*, Th
Nature des travaux :	Construction neuve

Etabli par :

REGIS WOLF



Référence : **53898765/5**

Nombre de pages : 62

Date : 12 juillet 2024

Voir le rapport spécifique au lot électricité.



* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC
Accréditation n° 3-105
Liste des implantations et portées disponibles sur www.cofrac.fr

DEKRA Industrial SAS.
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - N°TVA FR 44 433 250 834
SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



SOMMAIRE

1	DONNÉES GÉNÉRALES	3
1.1	OBJET DU RAPPORT	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION	3
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS	7
1.6	CLASSEMENT	7
1.7	FORMULATION DES AVIS	9
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS	10
2	AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....	11
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS	11
2.2	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE	15
2.3	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	45
2.4	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	49
2.5	SECURITE DES PERSONNES EN CAS DE SEISME.....	51
2.6	ALEAS RELATIFS A L'ISOLATION THERMIQUE.....	52
2.7	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES	55



1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Av + Hand + LE + LP + PS + SEI + Th de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE

UNIVERSITE DE TOULON - DPVRH
Cs60584 Avenue de L Université
83130 LA GARDE

MAITRE D'OUVRAGE

UNIVERSITE DE TOULON - DPVRH
Cs60584 Avenue de L Université
83130 LA GARDE

1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** **Cs60584 Avenue de L Université**
83130 LA GARDE
- **Nature et objet des travaux :**

Résumé du programme de travaux

Création en sur élévation d'un espace de vie destiné aux étudiants - Bâtiment Pi.



Description du site

Zone inondable : non

Présence d'avoisinant : oui

Avoisinants non concernés par les travaux de structure prévus.

Intervention dans l'existant : oui

Construction d'un bâtiment sur la toiture terrasse du niveau R+2 d'un bâtiment existant.

Zone sismique : Zone 2

Classe A prise comme hypothèse (construction sur un bâtiment existant / pas de rapport de sol)

Zone infestée par les termites : oui

Description des bâtiments

Espace de vie bâtiment Pi

Etablissement à simple rez-de-chaussée

Nature des locaux principaux : Espace détente, bar CROUS

➤ Caractéristiques des ouvrages :

Espace de vie bâtiment Pi

Nature des parois verticales : Ossature bois

Nature des planchers : Dalles pleines coulées en place; Plancher bois traditionnel

Nature de la charpente bois : Toiture bois sous revêtement d'étanchéité

Nature des bardages : Bardage rapporté en bois

Nature des façades légères : Façades rideaux à ossature cadre; Sans objet

Nature de l'isolation : Isolation Thermique Intérieure

Conditions d'accessibilité et desserte :

Au moins une façade accessible.

Description et isolement par rapport aux tiers :

Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.



➤ Classement des locaux

Locaux à risques particuliers :

Incendie	Réserve sèche.
Explosion	Sans objet.
Choc électrique	TGBT.

Installations classées :

Néant

1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

Le maître d'ouvrage nous a confié les missions suivantes limitées au programme de travaux précédemment décrit :

- Lp : Relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (*).
- LE : Relative à la solidité des existants (*).
- SEI : Relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH (**).
- Hand : Relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.
- PS : Relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.
- Av : Relative à la stabilité des avoisinants (****).



Th : Relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

NOTA : seules les missions relatives à la solidité et à la sécurité sont visées par l'accréditation COFRAC.

() : Dans le cadre d'opération de réhabilitation, la mission porte sur la compatibilité des ouvrages (L et LE) et éléments d'équipement neufs (LP et LE) avec les existants. Le diagnostic des existants ne fait pas partie de la mission et doit nous être transmis. Ces missions ne s'étendent pas aux aléas ni aux ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien et à la maintenance des constructions*

*(**) : La vérification des ouvrages au regard des installations classées ne fait pas partie des missions relatives à la sécurité des personnes. Les missions citées ci-dessus n'incluent pas les vérifications en vue de l'obtention du CONSUEL.*

*(****) : Le diagnostic et l'état des lieux des avoisinants doivent nous être fournis et ne sont pas inclus dans la mission. En l'absence ces documents, nos avis sont limités à un examen visuel des avoisinants*

➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Il est rappelé que la responsabilité du contrôleur technique ne peut être engagée sur les parties non visibles ou non accessibles lors de ses visites et interventions et notamment sur :

- * le dimensionnement et le ferrailage des ouvrages d'ossature porteuse et de fondations existants
- * les conduits et canalisations existants non modifiés (colonnes montantes pour la mission F notamment)

Nous rappelons par ailleurs que l'intervention du contrôleur technique pour la mission LE comprend exclusivement l'examen visuel de l'état apparent des existants. Ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement d'un état des lieux concernant les existants ne font partie de sa mission. En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

Aléas techniques mission LE (§ 14.2)

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.



1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les aggravations ou atténuations aux dispositions du règlement de sécurité annexées au permis de construire ou à l'autorisation de travaux (avis en date du : 03 août 2023) sont rappelées ci-après :

- Installer au droit des accès aux plots permettant l'évacuation par les escaliers, un éclairage de sécurité d'évacuation.
- Disposer un DM de l'équipement d'alarme à proximité de chacune des sorties sur l'extérieur.
- Mettre à jour les plans schématiques du niveau modifié, affichés à proximité des différents accès.
- Intégrer et actualiser dans les consignes destinées au personnel, les dispositions arrêtées pour favoriser l'évacuation des personnes en situation de handicap ou leur évacuation différée.
- Annexer ces consignes au registre de sécurité de l'établissement.

1.6 CLASSEMENT

Espace de vie bâtiment Pi

Etablissement recevant du public :

Catégorie : 1

Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou usages multiples; N - Restaurants et débits de boissons; R - Etablissements d'enseignement, colonies de vacances

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à plus de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

Cloisonnement de type : Traditionnel

Classement incendie :

Source de classement : Dossier de maîtrise d'œuvre

Effectifs : Total = 110

Désignation ou niveaux	Mode de calcul	Public	Personnel	Cumul
Espace détente	Déclaratif	104	6	110

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : non

Date du référentiel applicable prise par hypothèse en l'absence d'autorisation administrative : 01/02/2023

Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti neuf.

Etablissement recevant des travailleurs situé dans un cadre bâti neuf.



Classement du bâtiment vis-à-vis du risque sismique :

Catégorie d'importance : III



1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués au CCTP, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux
- **PM : pour mémoire**
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
TMI2 CCTO lot 00 Clauses communes	
BEGP – Plan BA-01 ind.0	
BEGP – Note de calcul vérification scellement mur soutènement ind.0	
DCE-CCTP_LOT 01 DEMOL GO ETANCHEITE_IND 0	
DCE CCTP Lot 2 Charpente Ossature bois Couverture ind A	
DCE CCTP lot 03 Menuiseries extérieures	
DCE CCTP lot 04 Plâtrerie - isolation - men int – peintures	
DCE CCTP lot 05 Agencement	
DCE Lot 06 CVP CCTP IND A	
DCE Lot 06 CVP Plan CVP01 IND B	
DCE Lot 06 CVP Plan CVP02 IND B	
DCE Lot 06 CVP Plan CVP03 IND B	
DCE Lot 06 CVP Plan CVP04 IND B	
Toulon - Campus - DCE Lot 07 ELE CCTP IND B	
DCE Notice technique thermique IND A	
DCE-GTS-détails DT 01-03	
DCE-GTS-plans STB 01-05 indA	
Toulon - Campus - DCE Lot 07 CVP Plan ELE01 IND B	
Toulon - Campus - DCE Lot 07 CVP Plan ELE02 IND A	
Toulon - Campus - DCE Lot 07 CVP Plan ELE03 IND A	
02698 A - Université de Toulon. PC22C0201	
notice ACCESSIBILITE Extension Ingemedia PC39A_signée	
Notice de sécurité PC - Terrasses de PI	
PV sous commission depart. ERP IGH PC 083 137 22 C0201	
TPM PC 083 137 22 C0201	



2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE			
Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe			
1	Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction	Nous rappelons que les procès verbaux de résistance au feu et de réaction au feu EN COURS DE VALIDITE seront à remettre au bureau de contrôle à l'issue des travaux (nous précisons des fiches techniques ne sont pas des Procès Verbaux et ne seront par conséquent pas recevables).	S
2	Article CO 20 Réaction au feu des composants et équipements de façades.	Les encadrements des baies devront être en matériau classé M3 au minimum.	S
3	Article CO 28 Locaux à risques particuliers	Plafond de degré CF1H à réaliser pour la réserve sèche.	S
4	Article AM 5 Plafonds des dégagements non protégés et des locaux	Plafond acoustique : il devra être classé M1 au minimum.	S
5	Article CH 27 Calorifugeage	Les calorifuges des réseaux AEP devront être classés M1 dans les espaces accessibles au public.	S
6	Article CH 32 Circuit de distribution et de reprise d'air	Prévoir un clapet coupe-feu pour le réseau de ventilation qui dessert la réserve sèche.	S
7	Article CH 35 Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	Le calcul de la charge critique sera à remettre au bureau de contrôle.	S
8	Article MS 39 Emplacement	Extincteurs à prévoir au minimum : - 1 appareil H2O 6l pour 200m²; - 1 appareil CO2 pour le local électrique.	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
9	Article MS 41 Affichage du plan de l'établissement	A prévoir.	S
10	Article MS 65 Conditions générales d'installation	Système d'alarme incendie : prévoir un DM à chaque issue de secours comme représenté sur le plan (le CCTP indique 2DM prévus).	S
11	Article MS 73 Vérifications techniques	Préciser que les attestations de bon fonctionnement de l'installation SSI modifiée et le Pv de réception du coordinateur SSI seront à remettre au bureau de contrôle à l'issue des travaux.	S

ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

12	Agréments et procès verbaux	Ces documents ne pourront en aucun cas remplacer un avis technique en cours de validité ou un Atex pour les procédés de technique « non courante ». Nous précisons également que la couverture d'une assurance ne permettra pas de compenser une absence d'avis technique en cours de validité ou un Atex pour les procédés de technique « non courante ».	S
13	Protection du bâtiment contre les termites	Dans les zones délimitées par arrêté préfectoral comme étant infestées par les termites, l'interface entre le sol et le bâtiment et tous les éléments en bois participant à la solidité doivent être protégés de l'action des termites. Les protections anti termites devront bénéficier du label CTB-A+. Isolation en fibres de bois dans le vide sanitaire : cet isolant devra être protégé vis-à-vis des termites.	S
14	Matériaux / Durabilité	Parement extérieur en lames métalliques : épaisseur de galvanisation à justifier (air marin). Casquette avec supportage en poutres HEA/B : épaisseur de galvanisation à justifier (air marin).	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
15	➤ Eléments particuliers Murs de soutènement	Mur voile de soutènement : le ferrailage sera à déterminer par note de calcul et plans d'exécution. Les charges à prendre en compte sont précisées dans la note de calcul des scellements de BEGP.	S
16	Menuiseries extérieures, façades légères, verrières	Les menuiseries extérieures et les façades rideaux type grille devront bénéficier d'un avis technique en cours de validité, ou sinon la justification de la conformité des ouvrages vis-à-vis des DTU en vigueur sera à produire.	S
17	Etanchéité et toiture-terrasse	Les solins devront bénéficier d'une appréciation technique de transition en cours de validité. Le platelage bois en protection d'étanchéité devront être réalisés conformément aux Règles Professionnelles du juin 2017 édition n°01.	S
18	Revêtements de sol	Les siphons de sol devront être conformes aux préconisations de pose de l'avis technique du système d'étanchéité prévu au sol. La pose d'un carrelage sur un plancher bois implique que cette mise en œuvre devra bénéficier d'un avis technique en cours de validité.	S

Analyse par missions

19	Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage	Transmettre ces éléments au bureau de contrôle au plus tôt.	S
----	--	---	---

SECURITE DES PERSONNES EN CAS DE SEISME

Sécurité des personnes en cas de séisme

20	Projet de construction en phase de dépôt du PC	Ouvrages de gros œuvre et de structure bois : préciser que ces ouvrages devront être réalisés en classe de ductilité Moyenne DCM (la classe de ductilité Limité DCL n'est pas autorisée).	S
----	---	---	---

ALEAS RELATIFS A L'ISOLATION THERMIQUE

Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments à usage autre que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26/10/10



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
21	Tic < Tic ref	Tic = °C Tic ref = °C Valeurs à renseigner dans l'étude thermique.	S

22	➤ Parois verticales Parois donnant sur l'extérieur	Compléter l'isolant thermique prévu au lot charpente (R=3,82) afin d'obtenir la résistance thermique prévue dans la note de calcul thermique (R>=4,68m².K/W).	S
----	--	---	---

ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

CCH et arrêté du 20 avril 2017 - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement

23	➤ SANITAIRES ➤ <i>Atteinte et usage</i> ➤ <i>Le cabinet d'aisances adapté comporte :</i> Lave-mains : plan supérieur à une hauteur < = 0,85 m et robinetterie ou cellule de déclenchement située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout obstacle	S
24	➤ SANITAIRES ➤ <i>Atteinte et usage</i> ➤ <i>Le cabinet d'aisances adapté comporte :</i> Distance entre axe de la cuvette et barre d'appui : comprise entre 0,40 et 0,45 m	S



2.2 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Livre 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p><i>Chapitre 1</i> <i>CHAPITRE UNIQUE</i></p> <p>Section 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux</p> <p>Article GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux</p>	<p>L'établissement existant est classé comme ERP de type R (enseignement), L (conférences) de catégorie 1 (non modifié). L'effectif n'est ni modifié ni aggravé par les travaux. L'espace de vie sera classé en type N (restauration).</p>	<p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 2 Adaptation des règles de sécurité et cas particuliers d'application du règlement		
Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité		F
Article GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents	Voir els dispositionsd particulières.	F
Article GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux	Concerne l'exploitant	PM
Article GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur		SO
Article GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation	4 espaces d'attente sécurisés installés au niveau R+2 dans les espaces extérieurs.	F
Article GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants		F
Article GN 10 Application du règlement aux établissements existants		F
Section 3 Contrôles des établissements		
Article GN 11 Notification des décisions		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction	Nous rappelons que les procès verbaux de résistance au feu et de réaction au feu EN COURS DE VALIDITE seront à remettre au bureau de contrôle à l'issue des travaux (nous précisons des fiches techniques ne sont pas des Procès Verbaux et ne seront par conséquent pas recevables).	S
Section 4 Travaux		
Article GN 13 Travaux dangereux	Concerne l'exploitant	PM
Section 5 Normalisation		
Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires	Les attestations de marquage CE du matériel de chauffage/ventilation/rafraichissement seront à remettre au bureau de contrôle à l'issue des travaux (cette mention devra apr conséquent apparaître sur les documents à transmettre au bureau de contrôle).	PM
LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES		
Titre 1 DISPOSITIONS GENERALES		
<i>Chapitre 1</i> <i>GENERALITES</i>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GE 1 Objet		PM
Section 1 Contrôle des établissements		
Article GE 2 Dossier de sécurité		PM
Article GE 3 Visite de réception	A la demande d'autorisation d'ouverture	PM
Article GE 4 Visites périodiques	Concerne l'exploitant	PM
Article GE 5 Avis relatif au contrôle de la sécurité	Concerne l'exploitant	PM
Section 2 Vérifications techniques		
Article GE 6 Généralités		PM
<u>Sous section 1</u> <u>Vérifications techniques assurées par</u> <u>des organismes agréés par le ministre</u> <u>de l'intérieur</u>		
Article GE 7 Conditions d'application	Dekra Industrial est organisme agréé.	F
Article GE 8 Types de vérification	RVRAT	F
Article GE 9 Rapports de vérifications		PM

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><u>Sous Section 2</u> <u>Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents</u></p> <p>Article GE 10 Obligations des techniciens compétents lors des vérifications</p> <p><i>Chapitre 2</i> CONSTRUCTION</p>		PM
<p>Section 1 Conception et desserte des bâtiments</p>		
<p>Article CO 1 Conception et desserte</p>	Cloisonnement traditionnel.	F
<p>Article CO 2 Voie utilisable par les engins de secours et espace libre</p>	Disposition existante ni modifiée ni aggravée par les travaux.	SO
<p>Article CO 3 Façade et baie accessibles</p>		F
<p>Article CO 4 Nombre de façades accessibles et dessertes par des voies ou espaces libres</p>	Au moins une façade accessible pour l'espace de vie.	F
<p>Article CO 5 Espaces libres et secteurs</p>		SO
<p>Section 2 Isolément par rapport aux tiers Article CO 6 à Article CO 10</p>	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Section 3 Résistance au feu des structures		
Article CO 11 Généralités		F
Article CO 12 Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public/règles générales	La construction est considérée comme bâtiment en rez de chaussée, construit sur la toiture terrasse du niveau R+2.	F
Article CO 13 Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure		SO
Article CO 14 Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée	Pas d'exigence de stabilité au feu de la structure. Structure massive et visible, ou protégée par un écran coupe feu de degré 1./2h.	F
Article CO 15 Cas particulier de certains bâtiments à trois niveaux au plus		SO
Section 4 Couvertures		
Article CO 16 Généralités		PM
Article CO 17 Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur	Couverture zinc, classé M0 selon classement conventionnel.	F
Article CO 18 Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur : cas particuliers		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 5 Façades		
Article CO 19 Généralités		F
Article CO 20 Réaction au feu des composants et équipements de façades. <i>Dispositions favorables :</i>	Les encadrements des baies devront être en matériau classé M3 au minimum. Parement extérieur métallique.	S
Article CO 21 Résistance à la propagation verticale du feu par les façades comportant des baies	L'espace de vie est un bâtiment à simple rez de chaussée, implanté sur une toiture terrasse.	SO
Article CO 22 Résistance à la propagation verticale du feu par les façades ne comportant pas de baie		SO
Section 6 Distribution intérieure et compartimentage		
Article CO 23 Généralités		PM
Article CO 24 Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur)	Cloisons de degré CF1H.	F
Article CO 25 Compartiments		SO
Article CO 26 Recoupement des vides	Cloisons bâties de plancher à plancher.	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Section 7 Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers		
Article CO 27 Classement des locaux en fonction de leurs risques	Réserve sèche.	PM
Article CO 28 Locaux à risques particuliers	Plafond de degré CF1H à réaliser pour la réserve sèche.	S
§ 2 Locaux à risques moyens	Cloisons de degré CF1H.	F
<i>Porte CF 1/2h avec ferme-porte</i>		F
Article CO 29 Locaux à risques courants et logements du personnel	Cloisons de degré CF1H.	F
Section 8 Conduits et gaines		
Article CO 30 Généralités		PM
Article CO 31 Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessible ou non au public		F
§ 2 Conduits d'eau en charge et conduits D < 75mm		F
§ 3 Conduits 75mm < D < 315mm		F
Article CO 32 Conduits traversant prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article CO 33 Vide-ordures et monte-charge		SO
Section 9 Dégagements		
<u>Sous-Section 1</u> <u>Dispositions générales</u>		
Article CO 34 Terminologie		PM
Article CO 35 Conception des dégagements		F
Article CO 36 Unité de passage, largeur de passage		F
Article CO 37 Saillies et dépôts		F
Article CO 38 Calcul des dégagements	3 dégagements totalisant 3 UP. Effectif accueilli : 104 personnes au titre du public, 1 personne au titre du personnel, soit 105 personnes.	F
Article CO 39 Calcul des dégagements des locaux recevant du public installé en sous-sol		SO
Article CO 40 Enfouissement maximal		SO
Article CO 41 Dégagements accessoires et supplémentaires		SO
Article CO 42 Balisage des dégagements		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<u>Sous-Section 2</u> <u>Sorties</u>		
Article CO 43 Répartition des sorties, distances maximales à parcourir		F
Article CO 44 Caractéristiques des blocs-portes		F
Article CO 45 Manoeuvre des portes		F
Article CO 46 Portes des sorties de secours		F
Article CO 47 Portes à fermeture automatique		SO
Article CO 48 Portes de types spéciaux		SO
<u>Sous-Section 3</u> <u>Escaliers</u> <u>Article CO 49 à Article CO 56</u>		SO
<u>Sous-Section 4 Espaces d'attente sécurisés</u>		
Article CO 57 Les solutions équivalentes		F
- Espace à l'air libre protégé du rayonnement thermique	4 emplacements.	F
Article CO 58 Emplois d'un espace		F
Article CO 59 Caractéristiques d'un espace		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article CO 60 Les cas d'exonération		SO
Section 10 Tribunes et gradins Article CO 61		SO
<i>Chapitre 3</i> <i>AMENAGEMENTS INTERIEURS,</i> <i>DECORATION ET MOBILIER</i>		
Article AM 1 Généralités		PM
Section 1 Produits et matériaux de parois		
Article AM 2 Produits et matériaux de parois		PM
Article AM 3 Parois des dégagements protégés		SO
Article AM 4 Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux	Faïence sur parois verticales. Peinture sur plaque de plâtre.	F
Article AM 5 Plafonds des dégagements non protégés et des locaux	Plafond acoustique : il devra être classé M1 au minimum.	S
Article AM 6 Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article AM 7 Sols des dégagements non protégés et des locaux	Carrelage classé M0 selon classement conventionnel.	F
Article AM 8 Produits d'isolation	Isolant M1 en vide sanitaire : pour mémoire, cet isolant est protégé par un écran thermique (considéré depuis la salle de restauration).	F
Section 2 Eléments de décoration Article AM 9 à Article AM 10		SO
Section 3 Tentures, portières, rideaux, voilages, cloisons coulissantes ou repliables		
Article AM 11 Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements		SO
Article AM 12 Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements	Stores classés M1.	F
Article AM 13 Rideaux de scènes et d'estrades		SO
Article AM 14 Cloisons coulissantes ou repliables		SO
Section 4 Gros mobilier, agencement principal, planchers légers surélevés		
Article AM 15 Principe général	Gros mobilier classé M3.	F
Article AM 16 Gros mobilier, agencement principal		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Article AM 17 Planchers légers surélevés		SO
Article AM 18 Rangées de sièges		SO
Section 5 Eléments à vocation décorative		
Article AM 19 Arbres de Noël et décorations florales		PM
Article AM 20 Appareils fonctionnant à l'éthanol		SO
<i>Chapitre 4</i> <i>DESENFUMAGE</i> <i>Article DF 1 à Article DF 10</i>		SO
<i>Chapitre 5</i> <i>CHAUFFAGE, VENTILATION,</i> <i>REFRIGERATION, CLIMATISATION,</i> <i>CONDITIONNEMENT D'AIR ET</i> <i>INSTALLATION D'EAU CHAUDE</i> <i>SANITAIRE</i>		
Section 1 Généralités		
Article CH 1 Objectif et domaine d'application		PM
Article CH 2 Conformité des appareils et des installations		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article CH 3 Sources énergétiques autorisées	Electricité.	F
Article CH 4 Documents à fournir	A la charge du maître d'ouvrage et/ou de l'exploitant.	PM
Section 2 Implantation des appareils de production de chaleur Article CH 5 à Article CH12-1		SO
Section 3 Stockage des combustibles Article CH 13 à Article CH 17		SO
Section 4 Distribution en phase liquide de butane ou de propane	Section abrogée par l'arrêté du 14 février 2000.	SO
Section 5 Chauffage à eau chaude et à vapeur et à air chaud Article CH 23 à Article CH 25		SO
Section 6 Eau chaude sanitaire		
Article CH 26 Production d'eau chaude sanitaire		F
Article CH 27 Calorifugeage	Les calorifuges des réseaux AEP devront être classés M1 dans les espaces accessibles au public.	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Section 7 Traitement d'air et ventilation		
Article CH 28 Installations de ventilation		PM
<u>Sous-Section 1</u> <u>Ventilation de confort</u>		
Article CH 29 Température de l'air		F
Article CH 30 Générateurs d'air chaud à combustion	Article abrogé par l'Arrêté du 14 février 2000	SO
Article CH 31 Installations	Article abrogé par l'Arrêté du 14 février 2000	SO
Article CH 32 Circuit de distribution et de reprise d'air	Prévoir un clapet coupe-feu pour le réseau de ventilation qui dessert la réserve sèche.	S
Article CH 33 Prises et rejets d'air		F
Article CH 34 Dispositifs de sécurité		F
Article CH 35 Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	Le calcul de la charge critique sera à remettre au bureau de contrôle.	S
Article CH 36 Centrale de traitement d'air		F
Article CH 37 Batteries de résistances électriques		SO
Article CH 38 Filtres		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article CH 39 Entretien des filtres		PM
Article CH 40 Unités de toiture monoblocs		SO
<u>Sous-Section 2</u> <u>Ventilation mécanique contrôlée</u>		
Article CH 41 Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée		F
Article CH 42 Mise en place de dispositifs d'obturation		F
Article CH 43 Fonctionnement permanent du ventilateur		SO
Section 8 Appareils indépendants de production-émission de chaleur		
Article CH 44 Définition et généralités		F
Article CH 45 Appareils électriques		F
Article CH 46 Appareils à combustion		SO
Article CH 47 Limites d'emploi des appareils à combustion		SO
Article CH 48 Règles d'installation des appareils à combustion		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article CH 49 Combustible		SO
Article CH 50 Conduits de raccordement		SO
Article CH 51 Evacuation des produits de combustion		SO
Article CH 52 Appareils à combustible liquide		SO
Article CH 53 Aérothermes, tubes rayonnants et panneaux radiants à gaz		SO
Article CH 54 Système de chauffage par tubes rayonnants à génération centralisée		SO
Article CH 55 Cheminées à foyer ouvert ou fermé inserts et appareils fonctionnant à l'éthanol		SO
Article CH 56 Appareils de chauffage de terrasse		SO
Section 9 Entretien et vérification		
Article CH 57 Entretien	A la charge de l'exploitant	PM
Article CH 58 Vérifications techniques		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 6</i> <i>INSTALLATIONS AUX GAZ</i> <i>COMBUSTIBLES ET AUX</i> <i>HYDROCARBURES LIQUEFIES</i> <i>Article GZ 1 à Article GZ 30</i>		SO
<i>Chapitre 7</i> <i>INSTALLATION ELECTRIQUE</i> <i>Article EL 1 à Article EL 23</i>		RS
<i>Chapitre 8</i> <i>ECLAIRAGE</i> <i>Article EC 1 à Article EC 15</i>		RS
<i>Chapitre 9</i> <i>ASCENSEURS, ESCALIERS</i> <i>MECANIQUES ET TROTTOIRS</i> <i>ROULANTS</i> <i>Article AS 1 à Article AS 11</i>		SO
<i>Chapitre 10</i> <i>INSTALLATIONS D'APPAREILS DE</i> <i>CUISSON DESTINES A LA</i> <i>RESTAURATION</i>		
Article GC 1 Domaine d'application et définitions	Puissance installée inférieure à 20kW. Voir art. GC 19 à GC 20.	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 1 Dispositions générales Article GC 2 à Article GC 8		SO
Section 2 Grandes cuisines Article GC 9 à Article GC 11		SO
Section 3 Offices de remise en température Article GC 12 à Article GC 14		SO
Section 4 Ilots de cuisson installés dans les salles de restauration Article GC 15 à Article GC 17		SO
Section 5 Modules ou conteneurs spécialisés Article GC 18		SO
Section 6 Appareils installés dans les locaux accessibles ou non au public		
Article GC 19 Limite de puissance des appareils	P unitaire inférieure à 3,5kW.	F
Article GC 20 Conditions d'installation		F
Section 7 Entretien et vérifications		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GC 21 Entretien	A charge de l'exploitant	PM
Article GC 22 Vérifications techniques		PM
<i>Chapitre 11</i> MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE		
Section 1 Généralités		
Article MS 1 Différents moyens de secours		PM
Article MS 2 Dispositions particulières		PM
Article MS 3 Documents à fournir	A la charge du maître d'ouvrage et/ou de l'exploitant.	PM
Section 2 Moyens d'extinction		
Article MS 4 Différents moyens d'extinction		PM
<u>Sous-Section 1</u> <u>Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau</u> <u>Article MS 5 à Article MS 7</u>	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO
<u>Sous-Section 2</u> <u>Branchements et canalisations</u> <u>Article MS 8 à Article MS 13</u>	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<u>Sous-Section 3</u> <u>Robinets d'incendie armés</u> <u>Article MS 14 à Article MS 17</u>	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO
<u>Sous-Section 4</u> <u>Colonnes sèches</u> <u>Article MS 18 à Article MS 21</u>	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO
<u>Sous-Section 5</u> <u>Colonnes en charge (dites colonnes humides)</u> <u>Article MS 22 à Article MS 24</u>		SO
<u>Sous-Section 6</u> <u>Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle</u> <u>Article MS 25 à Article MS 30</u>		SO
<u>Sous-Section 7</u> <u>Déversoirs ponctuels</u> <u>Article MS 31 à Article MS 34</u>		SO
<u>Sous-Section 8</u> <u>Eléments de construction irrigués</u> <u>Article MS 35 à Article MS 37</u>		SO
<u>Sous-Section 9</u> <u>Appareils mobiles et moyens divers</u>		
Article MS 38 Caractéristiques		F
Article MS 39 Emplacement	Extincteurs à prévoir au minimum : - 1 appareil H2O 6l pour 200m²; - 1 appareil CO2 pour le local électrique.	S
Article MS 40 Moyens divers		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 3 Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers		
Article MS 41 Affichage du plan de l'établissement	A prévoir.	S
Article MS 42 Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers		SO
Article MS 43 Tours d'incendie		SO
Article MS 44 Trémies d'attaque		SO
Section 4 Service de sécurité d'incendie Article MS 45 à Article MS 52	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO
Section 5 Système de sécurité incendie (S.S.I.)		
Article MS 53 Objet		F
Article MS 54 Zones : terminologie		PM
Article MS 55 Conception des zones		F
<u>Sous-Section 1</u> <u>Système de détection incendie</u>		
Article MS 56 Principes généraux		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article MS 57 Contraintes liées au système de détection incendie	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO
Article MS 58 Obligations de l'installateur et de l'exploitant		F
<u>Sous-Section 2</u> <u>Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)</u>		
Article MS 59 Généralités	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	F
Article MS 60 Automatismes		SO
<u>Sous-Section 3</u> <u>Système d'alarme</u>		
Article MS 61 Terminologie		PM
Article MS 62 Classement		F
Article MS 63 Utilisation de l'alarme générale sélective	Flash lumineux : prévoir un flash dans chaque sanitaire comme représenté sur le plan (le CCTP indique un flash uniquement dans le sanitaire PMR).	SO
Article MS 64 Principes généraux d'alarme		F
Article MS 65 Conditions générales d'installation		S
Article MS 66 Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article MS 67 Conditions d'exploitation		F
<u>Sous-Section 4</u> <u>Entretien et consignes d'exploitation</u>		
Article MS 68 Entretien	A la charge de l'exploitant	PM
Article MS 69 Consignes d'exploitation	A la charge de l'exploitant	PM
Section 6 Système d'alerte		
Article MS 70 Définition, règles générales	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO
Article MS 71 Communications radioélectriques	L'attestation de vérification de la continuité des communications radio-électriques en infrastructure doit être établie par un organisme agréé (à fournir à la réception des travaux avant ouverture au public) Cette prestation n'est pas comprise dans la mission SEI.	SO
Section 7 Entretien, vérifications et contrôles		
Article MS 72 Entretien et signalisation	A la charge de l'exploitant	PM
Article MS 73 Vérifications techniques	Préciser que les attestations de bon fonctionnement de l'installation SSI modifiée et le Pv de réception du coordinateur SSI seront à remettre au bureau de contrôle à l'issue des travaux.	S
Article MS 74 Contrôles	A la charge de l'exploitant	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article MS 75 Autres obligations de l'exploitant	A la charge de l'exploitant	PM



Arrêté du 5 février 2007 - Dispositions particulières Type L

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES ARTICLE L 2 A ARTICLE L 85	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO



Arrêté du 21 Juin 1982 modifié dispositions particulières type N

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>LIVRE II</p> <p>DISPOSITIONS APPLICABLES</p> <p>AUX ÉTABLISSEMENTS DES</p> <p>QUATRE PREMIÈRES</p> <p>CATÉGORIES</p>		
<p>TITRE II</p> <p>DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</p>		
<p><i>Chapitre 3</i></p> <p><i>ETABLISSEMENTS DE TYPE N</i></p>		
<p>Section 1</p> <p>Généralités</p>		
<p>Article N 1</p> <p>Établissements assujettis</p>		PM
<p>Article N 2</p> <p>Calcul de l'effectif</p>		PM
<p>Section 2</p> <p>Construction</p>		
<p>Article N 3</p> <p>Conception de la distribution intérieure</p>		F
<p>Article N 4</p> <p>Parc de stationnement couvert</p>		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article N 5 Isolement des salles		SO
Section 3 Dégagements Article N 6 à Article N 8		SO
Section 4 Désenfumage Article N 9		SO
Section 5 Chauffage		
Article N 10 Domaine d'application		F
Section 6 Installations spécifiques Article N 11		SO
Section 7 Éclairage		
Article N 12 Utilisation de bougies		F
Article N 13 Éclairage de sécurité		F
Section 8 Appareils de cuisson et de remise en température		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article N 14 Utilisation des cheminées et fours de cuisson spécifiques		SO
Article N 15 Petits appareils portables		F
Section 9 Moyens de secours et consignes		
Article N 16 Moyens d'extinction	Voir les art. MS.	F
Article N 17 Mise en oeuvre	A la charge de l'exploitant	PM
Article N 18 Système d'alarme		F
Article N 19 Système d'alerte	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO
Article N 20 Précautions d'exploitation	A la charge de l'exploitant	PM



Arrêté du 04 juin 1982 modifié - Dispositions particulières Type R

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES ARTICLE R 1 A ARTICLE R 33	Dispositions existantes ni modifiées ni aggravées par les travaux.	SO



2.3 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS DISSOCIABLES OU INDISSOCIABLES</i></p> <p>Définition générale suivant la norme NF P 03-100</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p>	PM
<p>Obligation des acteurs de l'acte de construire</p>	<p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Expression des avis sur l'ouvrage	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM
Agréments et procès verbaux	<p>Ces documents ne pourront en aucun cas remplacer un avis technique en cours de validité ou un Atex pour les procédés de technique « non courante ».</p> <p>Nous précisons également que la couverture d'une assurance ne permettra pas de compenser une absence d'avis technique en cours de validité ou un Atex pour les procédés de technique « non courante ».</p>	S
FONDATIONS / INFRASTRUCTURES / SOUTÈNEMENTS / DALLAGES / EAUX SOUTERRAINES		

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Protection du bâtiment contre les termites	<p>Dans les zones délimitées par arrêté préfectoral comme étant infestées par les termites, l'interface entre le sol et le bâtiment et tous les éléments en bois participant à la solidité doivent être protégés de l'action des termites.</p> <p>Les protections anti termites devront bénéficier du label CTB-A+.</p> <p>Isolation en fibres de bois dans le vide sanitaire : cet isolant devra être protégé vis-à-vis des termites.</p>	S
<p><i>OSSATURES EN ELEVATION</i></p>		
Matériaux / Durabilité	<p>Parement extérieur en lames métalliques : épaisseur de galvanisation à justifier (air marin).</p> <p>Casquette avec supportage en poutres HEA/B : épaisseur de galvanisation à justifier (air marin).</p>	S
Eléments particuliers		
Murs de soutènement	<p>Mur voile de soutènement : le ferrailage sera à déterminer par note de calcul et plans d'exécution. Les charges à prendre en compte sont précisées dans la note de calcul des scellements de BEGP.</p>	S
<p><i>CLOS COUVERT</i></p>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Menuiseries extérieures, façades légères, verrières	Les menuiseries extérieures et les façades rideaux type grille devront bénéficier d'un avis technique en cours de validité, ou sinon la justification de la conformité des ouvrages vis-à-vis des DTU en vigueur sera à produire.	S
Etanchéité et toiture-terrasse	Les solins devront bénéficier d'une appréciation technique de transition en cours de validité. Le platelage bois en protection d'étanchéité devront être réalisés conformément aux Règles Professionnelles du juin 2017 édition n°01.	S
ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS		
Cloisons (distribution - doublage)		F
Revêtements de sol	Les siphons de sol devront être conformes aux préconisations de pose de l'avis technique du système d'étanchéité prévu au sol. La pose d'un carrelage sur un plancher bois implique que cette mise en œuvre devra bénéficier d'un avis technique en cours de validité.	S



2.4 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>STABILITE DES AVOISINANTS</i>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprises en sous-œuvre et voiles périphériques) prévus dans le marché de travaux, sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.	PM
Définition d'un avoisinant selon la norme NF P 03-100	Bâtiments contigus à l'ouvrage objet de l'opération de construction ou ouvrages nommément désignés au contrat de contrôle technique.	PM
<i>INCIDENCE DE LA REALISATION DES OUVRAGES NEUFS SUR LES AVOISINANTS</i>	Pas d'observation à ce stade.	F



Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage	Transmettre ces éléments au bureau de contrôle au plus tôt.	S
Examen visuel préalable aux travaux en l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et état des lieux		PM



2.5 SECURITE DES PERSONNES EN CAS DE SEISME

Sécurité des personnes en cas de séisme

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
SECURITE DES PERSONNES EN CAS DE SEISME <u>Phase PC</u> <u>Éléments remis par le Maître d'Ouvrage</u> Projet de construction en phase de dépôt du PC	<p>Avis formulés dans le cadre de la mission de contrôle technique PS (complétée le cas échéant par la mission PS-E en cas de travaux sur existant, et lorsque prévue au contrat de contrôle technique), et notamment en prévision des attestations obligatoires relatives aux règles parasismiques que le Maître d'Ouvrage doit joindre à sa demande de PC, puis à sa déclaration d'achèvement de travaux.</p> <p>Cette mission PS est le complément obligatoire de la mission de solidité de base (L ou LP) dans les cas suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- immeubles dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 m du sol, et situés en zone de sismicité 4 ou 5 (zones II ou III pour les PC déposés jusqu'au 1er mai 2011)- bâtiments de catégorie d'importance III ou IV au sens de l'article R563-3 du code de l'environnement, et établissements de santé, dans les zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 (bâtiments de classes C ou D en zones Ia, Ib, II ou III pour les PC déposés jusqu'au 1er mai 2011) <p>Selon l'arrêté du 10 septembre 2007, le Maître d'Ouvrage doit remettre au contrôleur technique les éléments justificatifs cités ci-après nécessaires à l'établissement de l'attestation relative aux règles parasismiques à joindre à la demande de PC.</p> <p>Ouvrages de gros œuvre et de structure bois : préciser que ces ouvrages devront être réalisés en classe de ductilité Moyenne DCM (la classe de ductilité Limité DCL n'est pas autorisée).</p>	S



2.6 ALEAS RELATIFS A L'ISOLATION THERMIQUE

Arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments à usage autre que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26/10/10

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Règlementation applicable	Le projet est soumis à l'arrêté du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments à usage autre que ceux concernés par l'article 2 du décret du 26/10/10.	PM
Conformité du projet		
Coefficient d'énergie primaire		
Cep < Cep max	Cep = 220.400 kWhep/(m².an) Cep max = 225 kWhep/(m².an)	F
Besoin bioclimatique		
Bbio < Bbio max	Bbio = 108.600 Bbio max = 110.000	F
Température intérieure conventionnelle		
Tic < Tic ref	Tic = °C Tic ref = °C Valeurs à renseigner dans l'étude thermique.	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Caractéristiques thermiques des matériaux et équipements mis en oeuvre		
Caractéristiques thermiques minimales de l'enveloppe		
Parois verticales		
Parois donnant sur l'extérieur	Compléter l'isolant thermique prévu au lot charpente ($R=3,82$) afin d'obtenir la résistance thermique prévue dans la note de calcul thermique ($R \geq 4,68 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$).	S
Parois horizontales		F
Menuiseries		F
Ventilation		
Généralités	Dans le cas des bâtiments ou parties de bâtiment à usage autre que d'habitation, la ventilation des locaux ou groupes de locaux ayant des occupations ou des usages nettement différents doit être assurée par des systèmes indépendants.	PM
Systèmes mécanisés spécifiques	Dans le cas de systèmes mécanisés spécifiques de ventilation, tout dispositif de modification manuelle des débits d'air d'un local doit être temporisé.	PM
Confort d'été		
Protections solaires	Les baies de tout local destiné au sommeil et de catégorie CE1 (non climatisé) sont équipées de protections solaires mobiles.	PM
Ouverture des baies		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Généralités	Sauf si les règles d'hygiène ou de sécurité l'interdisent, les baies d'un même local autre qu'à occupation passagère et de catégorie CE1 (non climatisé) s'ouvrent sur au moins 30 % de leur surface totale.	PM
Exception	Cette limite est ramenée à 10 % dans le cas des locaux pour lesquels la différence d'altitude entre le point bas de son ouverture la plus basse et le point haut de son ouverture la plus haute est égale ou supérieure à 4 mètres.	PM
Eclairage		
Généralités	Tout local doit être équipé d'un dispositif d'allumage et d'extinction de l'éclairage manuel, ou automatique en fonction de la présence.	PM



2.7 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

CCH et arrêté du 20 avril 2017 - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Code de la Construction et de l'Habitation, titre VI, chapitre II, section 3	Dispositions applicables lors de la construction ou de la création d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public.	PM
Art. R. 162-8 à R. 162-9 DOMAINE D'APPLICATION	Il donne les caractéristiques à respecter pour les établissements recevant du public (ERP) et les installations ouvertes au public (IOP) lors de leur construction ou leur aménagement. Les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public ainsi que leurs abords doivent être accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap.	PM
ARTICLES 2 à 20 DE L'ARRETE DU 20 AVRIL 2017	Les articles 2 à 20 de l'arrêté du 20 avril 2017 définissent les règles techniques d'accessibilité applicables aux ERP lors de leur construction et aux installations ouvertes au public lors de leur aménagement.	



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
GENERALITES	<p>Les obligations définies ci-dessous, sont à respecter afin d'assurer l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ainsi que leurs abords.</p> <p>Il est à noter que certains points de la réglementation, visant notamment les handicaps sensoriels, ne font pas encore l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis correspondants portés au présent rapport sont donc établis selon l'appréciation propre du contrôleur, au vu des dispositions présentées, sans préjuger d'interprétation contraire.</p> <p>Nous attirons votre attention sur les valeurs dimensionnelles indiquées dans le présent rapport qui sont des valeurs limites : minimales (exemple: largeur de passage, etc.) ou maximales (exemple : degré des pentes, etc.). En conséquence, nous conseillons d'intégrer une tolérance à la conception pour tenir compte des aléas de la réalisation afin d'être assuré du respect de ces valeurs limites réglementaires à l'issue de l'exécution. Nous rappelons que seule la mesure sur l'ouvrage fini comptera.</p>	PM
CHEMINEMENTS EXTERIEURS	<p>Un cheminement accessible permet d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain.</p> <p>Lorsque les caractéristiques du terrain ne permettent pas la réalisation d'un cheminement accessible depuis l'extérieur du terrain, un espace de stationnement adapté tel que défini à l'article 3 est prévu à proximité de l'entrée du bâtiment et se trouve relié à celle-ci par un cheminement accessible.</p>	F
<u>Repérage et guidage</u>	Bandes de guidage prévues.	F
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Profil en long		F
Profil en travers		F
<u>Sécurité d'usage</u>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue		F
Trous ou fentes avec une largeur ou diamètre < = 2 cm		PM
STATIONNEMENT AUTOMOBILE	Les parcs de stationnement intérieur ou extérieur à l'usage du public dépendant d'un ERP ou d'une IOP doivent comporter des places de stationnement adaptées et localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliées par un cheminement accessible.	SO
ACCES A L'ETABLISSEMENT OU A L'INSTALLATION	Le niveau d'accès principal au bâtiment doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.	
Accès horizontal et sans ressaut		F
<u>Repérage</u>		
Des entrées principales : par artifices architecturaux ou par l'emploi de matériaux différents ou contrastés		F
ACCUEIL DU PUBLIC	Au moins un des points d'accueil (si plusieurs dans un même volume) doit être accessible et signalé. Les espaces ou équipements dédiés à la communication doivent faire l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée (voir § ECLAIRAGE ci-après).	
<u>Banque d'accueil et mobilier en faisant office</u>		F
CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES	Les personnes handicapées doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public de façon autonome par un cheminement sans danger avec des éléments le structurant qui sont repérables par les personnes malvoyantes.	



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Profil en long		F
Profil en travers		F
<u>Sécurité d'usage</u>		F
<u>Dans les restaurants et débits de boisson, des allées structurantes de largeur minimale 1,40 m donnent au minimum l'accès depuis l'entrée aux places accessibles aux personnes en fauteuil roulant, aux prestations offertes et aux sanitaires adaptés</u>		F
CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES		SO
TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINES MECANIKES	Si le cheminement courant se fait par un tapis roulant, un escalier mécanique ou un plan incliné mécanique, il doit être doublé par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur.	SO
REVETEMENTS DES SOLS, MURS ET PLAFONDS		
Tapis posés ou encastrés		F
Dureté nécessaire pour ne pas gêner la progression des fauteuils		F
Ressaut < = 2 cm		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Respect des valeurs règlementaires de temps de réverbération et de surface équivalente de matériaux absorbants ou à défaut, aire d'absorption équivalente représentant au moins 25% de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil, à l'attente du public et aux salles de restauration.	Les fiches techniques avec les qualités acoustiques des revêtements et éléments absorbants participant au confort phonique des espaces réservés à l'accueil, à l'attente du public et aux salles de restauration seront à nous transmettre.	F
PORTES, PORTIQUES ET SAS	Les portes, battantes ou automatiques, situées sur les cheminements doivent pouvoir être utilisées sans danger. Toutefois, lorsqu'un dispositif rendu nécessaire du fait de contraintes liées notamment à la sécurité ou à la sûreté s'avère incompatible avec les contraintes liées à un handicap ou à l'utilisation d'une aide technique, notamment dans le cas de portes à tambour, tourniquets ou sas cylindriques, une porte adaptée est installée à proximité de ce dispositif.	
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Portes (locaux avec < 100 personnes)		
Largeur > = 0,90 m (passage utile 0,83 m)		F
Espace de manoeuvre de type porte		
Devant chaque porte sauf pour celles ouvrant uniquement sur un escalier ainsi que pour les portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel NON ADAPTES		F
<u>Atteinte et usage</u>		
Poignées		
Extrémité située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout obstacle	Sauf pour les portes ouvrant uniquement sur un escalier ainsi que pour les portes des sanitaires, douches, cabines d'essayage ou de déshabillage NON ADAPTES et dans les niveaux non accessibles aux personnes en fauteuil roulant	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
SANITAIRES		
<u>Nombre</u>		
1 cabinet d'aisances par niveau accessible (si sanitaires prévus pour le public)	Disposition non applicable aux hôtels ne proposant que le service du petit déjeuner.	F
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Espace d'usage : accessible par une personne en fauteuil roulant et situé latéralement à la cuvette et hors débattement de porte		F
<u>Atteinte et usage</u>		
Le cabinet d'aisances adapté comporte :		
Lave-mains : plan supérieur à une hauteur $\leq 0,85$ m et robinetterie ou cellule de déclenchement située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout obstacle		S
Distance entre axe de la cuvette et barre d'appui : comprise entre 0,40 et 0,45 m		S
Lavabo adapté :		
Espace vide en partie inférieure : profondeur $\geq 0,30$ m, largeur $\geq 0,60$ m et hauteur $\geq 0,70$ m		F
Accessibilité en position assise de la robinetterie		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
SORTIES <u>Repérage</u> Repérage possible en tout point : Soit directement	Les sorties accessibles doivent être facilement repérées, atteintes et utilisées et correspondre à un usage normal du bâtiment.	F
ECLAIRAGE Valeurs moyennes d'éclairement mesurées au sol en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours 20 lux en tout point du cheminement extérieur accessible 100 lux en tout point des circulations intérieures horizontales	Les circulations intérieures et extérieures doivent avoir une qualité d'éclairage satisfaisante de sorte à ne pas créer de gêne visuelle. Pour apprécier le respect de l'éclairement minimum requis, la note de calcul (valeurs d'éclairement mesurées au sol) et les PV des mesures transmis par l'entreprise concernée, ainsi que les fiches techniques des appareils d'éclairage mis en œuvre dans les parties communes et cheminements extérieurs, avec la nature et la puissance des sources lumineuses installées seront à nous transmettre.	F F
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC ASSIS <u>Nombre d'emplacements accessibles :</u> Total des places < = 1000 : 2 + 1 supplémentaire par tranche ou fraction de 50 places, si 50 < total places < = 1000	Dans les restaurants ainsi que dans les salles à usage polyvalent ne comportant pas d'aménagements spécifiques, ces emplacements doivent pouvoir être dégagés lors de l'arrivée des personnes handicapées	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
ETABLISSEMENT AVEC LOCAUX D'HEBERGEMENT		SO
CABINES ET ESPACES A USAGE INDIVIDUEL	Concerne les espaces tels que : cabines d'habillage ou de déshabillage, de soins ou de douche. Les espaces adaptés sont accessibles par un cheminement praticable.	SO
CAISSES DE PAIEMENT DISPOSEES EN BATTERIE	Les caisses adaptées doivent être accessibles par un cheminement praticable, si elles sont sur plusieurs niveaux, les obligations suivantes s'appliquent à tous les niveaux.	SO
SOUS-TITRAGE DES TELEVISEURS	Le sous-titrage doit être en langue française.	SO